

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/12065]

3 MEI 2018. — Decreet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Marokko, ondertekend op 18 februari 2014 te Brussel

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Marokko, ondertekend op 18 februari 2014 te Brussel, zal volkomen gevolg hebben.

Art. 2. De wijzigingen aangebracht aan de Overeenkomst die aangenomen zullen worden overeenkomstig artikel 11 van de Overeenkomst, zullen volkomen gevolg hebben.

De Regering deelt het Parlement de wijzigingen bedoeld in artikel 11 van de overeenkomst mee binnen een termijn van drie maanden na de datum waaraan ze haar meegedeeld worden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 614-1. Commissieverslag, nr. 614-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 614-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 2 mei 2018.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/202487]

26 AVRIL 2018. — Décret modifiant le Code des droits de succession et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'exempter de droits de partage, de donation et de succession des biens immobiliers classés comme monument (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 159 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe est complété par le 15^o rédigé comme suit :

" 15^o. les partages, partiels ou totaux, les cessions à titre onéreux, entre copropriétaires, de parts indivises, la conversion prévue aux articles 745^{quater} et 745^{quinquies} du Code civil, même s'il n'y a pas indivision, soumis au droit prévu par l'article 109, et la donation entre vifs en ligne directe, entre époux, entre cohabitants légaux visés à l'article 131 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ou en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus, en propriété ou en usufruit, par une ou plusieurs personnes physiques au profit d'une ou plusieurs personnes physiques et portant sur des biens immobiliers classés comme monuments, au sens du Livre III du Code wallon du Patrimoine.

Les personnes physiques visées à l'alinéa précédent :

1^o mentionnent dans ou au pied de l'acte authentique la date et l'intitulé de l'arrêté qui a procédé au classement du bien immobilier pour lequel l'exemption est sollicitée;

2^o joignent à l'acte authentique la copie de l'arrêté visé au 1^o;

3^o joignent à l'acte authentique un listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, au sens du Livre V, Titre III, Chapitre III/2 du Code wallon du Patrimoine, à réaliser. Le listing est sollicité et établi au plus tôt trois mois avant la passation de l'acte authentique. Le service désigné par le Gouvernement wallon communique le listing à la partie qui en a fait la demande au plus tard quarante-cinq jours après la réception de la demande en ce sens. Les informations devant figurer au listing sont déterminées par le Gouvernement.

Le receveur compétent délivre, dans le mois suivant l'enregistrement de l'acte authentique mentionnant la demande d'exemption, à chaque bénéficiaire de l'exemption, un relevé fixant le montant des droits d'enregistrement exemptés.

Le Gouvernement détermine les modalités de la demande et de la délivrance du listing et du relevé, ainsi que les pièces devant les accompagner.

L'exemption prévue au 1^{er} alinéa est maintenue uniquement si :

1° un montant équivalent à la totalité des droits d'enregistrement exemptés, tel que repris au relevé visé à l'alinéa 3, est investi dans les opérations de maintenance, les études préalables et les travaux de restauration, du bien immobilier classé comme monument ayant fait l'objet de l'exemption, et ce conformément au listing visé à l'alinéa 2, et dans un délai qui ne peut excéder dix ans à compter de la date de l'acte authentique. Les subsides éventuellement accordés en vue de réaliser des opérations de maintenance, des études préalables ou des travaux de restauration, au sens du Livre V, Titre III, Chapitre III/2 du Code wallon du Patrimoine, ne sont pas pris en considération pour apprécier le montant de l'investissement effectué;

2° le bien immobilier classé comme monument pour lequel l'exemption a été obtenue fait l'objet d'une attestation par le service désigné par le Gouvernement wallon constatant l'achèvement des opérations de maintenance, des études préalables ou des travaux de restauration, à concurrence d'un montant équivalent ou supérieur à celui repris au relevé visé à l'alinéa 3. Le Gouvernement détermine les modalités de la demande et de la délivrance de cette attestation, ainsi que les pièces devant les accompagner;

3° le bénéficiaire de l'exemption conserve, jusqu'à l'obtention de l'attestation visée au 2°, les droits réels ayant été exemptés en vertu de l'alinéa 1^{er}. Pour apprécier le respect de la présente condition, il n'est toutefois pas tenu compte des transmissions à cause de mort ni des cessions de droits réels entre vifs en ligne directe, entre époux, entre cohabitants légaux au sens de l'article 131 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, ou en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus.

Lorsque les conditions visées à l'alinéa 5, ne sont pas ou plus remplies, le droit dû, conformément aux articles 109 à 114 ou 131 à 140*octies*, est exigible à charge de toutes les parties ayant bénéficié de l'exemption prévue à l'alinéa 1^{er}. Toutefois, l'exemption reste acquise lorsque le défaut de respect des conditions est la conséquence d'une force majeure ou d'une raison impérieuse de nature administrative.

En cas d'investissement partiel, selon les modalités et dans le délai prescrit à l'alinéa 5, l'exemption est néanmoins maintenue à concurrence du montant mentionné au relevé visé à l'alinéa 3 ayant été réinvesti selon ces mêmes modalités et pour autant que le bénéficiaire de l'exemption :

1° dépose une déclaration, dans l'année suivant soit l'expiration du délai de dix ans, à compter de la date de l'acte authentique visé à l'alinéa 3, soit l'acte de cession des droits réels à une personne autre que celles visées à l'alinéa 1^{er}, au bureau auprès duquel l'acte a été enregistré. La déclaration, signée par chaque bénéficiaire de l'exemption, est faite en deux exemplaires, dont l'un reste déposé au bureau de l'enregistrement. La déclaration mentionne l'acte authentique visé à l'alinéa 3, le fait justifiant la déduction des droits et tous les éléments nécessaires à la liquidation de l'impôt;

2° joigne à la déclaration, le relevé visé à l'alinéa 3, et une attestation de travaux émise par le service désigné par le Gouvernement wallon, précisant le montant investi dans l'immeuble conformément à l'alinéa 5, hors subsides éventuels, à la date de la demande de ladite attestation.

Le Gouvernement détermine les modalités de la demande et de la délivrance de l'attestation de travaux, ainsi que les pièces devant les accompagner.

En cas de perte, totale ou partielle, de l'exemption, le droit est augmenté d'une amende équivalente au dixième de son montant et des intérêts au taux légal en matière fiscale déterminé par la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à intérêt, sans que ceux-ci ne puissent dépasser cinq années d'intérêts.

Les alinéas 6 à 9, ne s'appliquent pas aux bénéficiaires de l'exemption qui font usage de la possibilité de payer le droit dû, telle que prévue à l'alinéa 11. Néanmoins, dans cette hypothèse, les droits sont majorés des intérêts, au taux légal en matière fiscale déterminés par la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à intérêt, sans que ceux-ci ne puissent dépasser cinq années d'intérêts.

Toute partie ayant bénéficié de l'exemption visée à l'alinéa 1^{er} peut offrir de payer, avant l'expiration du délai de dix ans à compter de la date de l'acte authentique, le droit dû conformément aux articles 109 à 114 ou 131 à 140*octies*, en totalité ou dans la mesure du montant repris au relevé visé à l'alinéa 3 n'ayant pas été investi selon les modalités visées à l'alinéa 5. Dans ce cas, le bénéficiaire de l'exemption :

1° dépose une déclaration au bureau auprès duquel l'acte authentique visé à l'alinéa 3, a été enregistré. La déclaration signée par chaque bénéficiaire de l'exemption, est faite en deux exemplaires, dont l'un reste déposé au bureau de l'enregistrement. La déclaration mentionne l'acte authentique visé à l'alinéa 3, le fait justifiant la déduction des droits et tous les éléments nécessaires à la liquidation de l'impôt;

2° joint à la déclaration le relevé visé à l'alinéa 3, et, le cas échéant, une attestation de travaux émise par le service désigné par le Gouvernement wallon, précisant le montant ayant été investi dans l'immeuble conformément à l'alinéa 5, hors subsides éventuels, à la date de la demande de ladite attestation.

Le Gouvernement détermine les modalités de la demande et de la délivrance de cette attestation de travaux, ainsi que les pièces devant les accompagner. "

Art. 2. L'article 209, premier alinéa, du même Code est complété par le 8° rédigé comme suit :

« 8° les droits perçus, à défaut d'avoir demandé ou obtenu l'exemption prévue à l'article 159, 15° lors de l'enregistrement de l'acte, moyennant une demande en restitution conforme aux dispositions de l'article 217², contenant les mentions et documents visés à l'article 159, 15°, alinéa 2, introduite dans les deux ans à compter de la date de l'enregistrement de l'acte. La demande mentionne, le cas échéant, le numéro de compte sur lequel le montant des droits à restituer peut être versé ».

Art. 3. L'article 37 du Code des droits de succession est complété par le 8° rédigé comme suit :

" 8° en cas de retrait, total ou partiel, de l'exemption prévue à l'article 55*sexies* en raison du non-respect des conditions fixées à l'article 55*sexies*, § 3. "

Art. 4. L'article 38 du même Code est complété par le 9° rédigé comme suit :

" 9° dans le cas prévu à l'article 37, 8°, par chaque bénéficiaire de l'exemption prévue à l'article 55*sexies*, au bureau de l'enregistrement du dépôt de la première déclaration. "

Art. 5. L'article 40 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 22 juin 2012, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" En cas de retrait, total ou partiel, de l'exemption prévue à l'article 55*sexies*, le délai pour la nouvelle déclaration prévue à l'article 37, 8°, court à compter soit de la date à partir de laquelle les conditions reprises à l'article 55*sexies*, § 3, ne sont plus respectées soit de l'expiration d'un délai de dix ans à partir du décès. "

Art. 6. Dans le même Code, il est inséré un article 55*sexies* rédigé comme suit :

" Art. 55*sexies*. § 1^{er}. Peut être exempté des droits de succession et de mutation par décès, la part nette des biens immobiliers classés comme monument, au sens du Livre III du Code Wallon du Patrimoine, recueillie, en propriété ou en usufruit, par un héritier, un légataire ou un donataire en ligne directe, entre époux, entre cohabitants légaux visés à l'article 48 du Code des droits de succession ou en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus.

Par part nette visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, l'on entend la valeur de la part recueillie par l'héritier, le légataire ou le donataire dans le bien, déduction faite de leur quote-part dans les dettes de la succession spécialement contractées pour acquérir ou conserver l'immeuble classé.

§ 2. L'exemption prévue au paragraphe 1^{er} ne dispense pas du dépôt de la déclaration de succession.

Les héritiers, légataires et donataires sollicitant l'exemption :

1° en font état dans la déclaration de succession;

2° mentionnent dans la déclaration de succession la date et l'intitulé de l'arrêté qui a procédé au classement du bien immobilier pour lequel l'exemption est sollicitée;

3° joignent à la déclaration la copie de l'arrêté visé au 2°;

4° joignent à la déclaration un listing des opérations de maintenance, des études préalables et des travaux de restauration, au sens du Livre V, Titre III, Chapitre III/2 du Code wallon du Patrimoine, à réaliser. Le listing est sollicité et établi postérieurement au décès. Le service désigné par le Gouvernement wallon communique le listing à chaque héritier, légataire et donataire sollicitant l'exemption au plus tard quarante-cinq jours après la réception de la demande en ce sens. Les informations devant figurer sur le listing sont déterminées par le Gouvernement.

Lorsque l'exemption n'est pas sollicitée dans la déclaration de succession, les droits sont calculés au tarif des articles 48 à 60 et 60^{ter}, sous réserve d'une restitution dans les conditions de l'article 135, 10°.

Le receveur compétent délivre, dans le mois suivant le dépôt de la déclaration de succession mentionnant la demande d'exemption, à chaque bénéficiaire de l'exemption, un relevé fixant le montant des droits de succession ou des droits de mutation par décès exemptés dans le chef de chacun d'entre eux.

Le Gouvernement détermine les modalités de la demande et de la délivrance du listing et du relevé, ainsi que les pièces devant les accompagner.

§ 3. L'exemption prévue au paragraphe 1^{er} est maintenue uniquement si :

1° un montant équivalent à la totalité des droits de succession ou des droits de mutation par décès exemptés, tels que repris au relevé visé au paragraphe 2, alinéa 3, est investi dans les opérations de maintenance, les études préalables et les travaux de restauration du bien immobilier classé comme monument faisant partie de la succession et ayant fait l'objet de l'exemption, et ce conformément au listing visé au paragraphe 2, alinéa 2, et dans un délai qui ne peut excéder dix ans à compter du décès. Les subsides éventuellement accordés en vue de réaliser des opérations de maintenance, des études préalables ou des travaux de restauration, au sens du Livre V, Titre III, Chapitre III/2 du Code wallon du Patrimoine, ne sont pas pris en considération pour apprécier le montant de l'investissement effectué;

2° le bien immobilier classé comme monument pour lequel l'exemption a été obtenue fait l'objet d'une attestation par le service désigné par le Gouvernement wallon constatant l'achèvement des opérations de maintenance, des études préalables ou des travaux de restauration, à concurrence d'un montant équivalent ou supérieur à celui repris au relevé visé au paragraphe 2, alinéa 3. Le Gouvernement détermine les modalités de la demande et de la délivrance de cette attestation, ainsi que les pièces devant les accompagner;

3° le bénéficiaire de l'exemption conserve, jusqu'à l'obtention de l'attestation visée au 2°, les droits réels ayant été exemptés en vertu de l'alinéa 1^{er}. Pour apprécier le respect de la présente condition, il n'est toutefois pas tenu compte des transmissions à cause de mort ni des cessions de droits réels en ligne directe entre époux, entre cohabitants légaux visés à l'article 48 du Code des droits de succession ou en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus.

§ 4. Lorsque les conditions visées au paragraphe 3 ne sont pas ou plus remplies, le droit dû, conformément aux articles 48 à 60 et 60^{ter}, est exigible à charge de tous les héritiers, légataires ou donataires, ayant bénéficié de l'exemption prévue au paragraphe 1^{er}. Toutefois, l'exemption reste acquise lorsque le défaut de respect des conditions est la conséquence d'une force majeure ou d'une raison impérieuse de nature administrative.

En cas d'investissement partiel, selon les modalités et dans le délai prescrit au paragraphe 3, l'exemption est néanmoins maintenue à concurrence du montant mentionné au relevé visé au paragraphe 2, alinéa 3, ayant été réinvesti selon ces mêmes modalités et pour autant que le bénéficiaire de l'exemption :

1° dépose une nouvelle déclaration de succession au sens de l'article 37, 8°, déterminant la consistance des biens pour lesquels l'exemption est retirée et la valeur de ces biens sur laquelle les droits dus conformément aux articles 48 à 60 et 60^{ter} sont calculés, dans le délai prescrit à l'article 40, à compter de l'expiration d'un délai de huit mois suivant soit l'expiration du délai de dix ans à compter du décès, soit l'acte de cession des droits réels à une personne autre que celles visées à l'alinéa 1^{er}, au bureau auprès duquel la première déclaration de succession a été déposée. La déclaration, signée par chaque bénéficiaire de l'exemption, est faite en deux exemplaires, dont l'un reste déposé au bureau de l'enregistrement. La déclaration mentionne les noms, prénoms, date de naissance et de décès et dernier domicile du *de cuius*, le fait justifiant la déduction des droits et tous les éléments nécessaires à la liquidation de l'impôt;

2° joigne à la nouvelle déclaration le relevé visé au paragraphe 2, alinéa 3, et une attestation de travaux émise par le service désigné par le Gouvernement wallon, précisant le montant investi dans l'immeuble conformément au paragraphe 3, hors subsides éventuels, à la date de la demande de ladite attestation.

Le Gouvernement détermine les modalités de la demande et de la délivrance de cette attestation, ainsi que les pièces devant les accompagner.

En cas de retrait, total ou partiel, de l'exemption, le droit est augmenté d'une amende équivalente au dixième de son montant et des intérêts au taux légal en matière fiscale déterminé par la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à intérêt, sans que ceux-ci ne puissent dépasser cinq années d'intérêts.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux bénéficiaires de l'exemption qui font usage de la possibilité de payer le droit dû, telle que prévue au paragraphe 5. Néanmoins, dans cette hypothèse, les droits sont majorés des intérêts, au taux légal en matière fiscale déterminés par la loi du 5 mai 1865 relative au prêt à intérêt, sans que ceux-ci ne puissent dépasser cinq années d'intérêts.

§ 5. Le bénéficiaire de l'exemption visée au paragraphe 1^{er} peut offrir de payer, avant l'expiration du délai de dix ans à compter du décès, le droit dû conformément aux articles 48 à 60 et 60^{ter}, en totalité ou dans la mesure du montant repris au relevé visé au paragraphe 2, alinéa 3 n'ayant pas été investi selon les modalités visées au paragraphe 3. Dans ce cas, le bénéficiaire de l'exemption :

1° dépose une nouvelle déclaration de succession au sens de l'article 37, déterminant la consistance des biens pour lesquels il désire payer les droits dus conformément aux articles 48 à 60 et 60^{ter}, et le montant sur lequel ceux-ci sont calculés, au bureau auprès duquel la première déclaration de succession a été déposée. La déclaration signée par chaque bénéficiaire de l'exemption, est faite en deux exemplaires, dont l'un reste déposé au bureau de l'enregistrement. La déclaration mentionne les noms, prénoms, date de naissance et de décès et dernier domicile du *de cuius*, le fait justifiant la déduction des droits et tous les éléments nécessaires à la liquidation de l'impôt;

2° joint à la déclaration le relevé visé au paragraphe 2, alinéa 3 et une attestation de travaux émise par le service désigné par le Gouvernement wallon, précisant le montant ayant été investi dans l'immeuble conformément au paragraphe 3, hors subsides éventuels, à la date de la demande de ladite attestation.

Le Gouvernement détermine les modalités de la demande et de la délivrance de cette attestation, ainsi que les pièces devant les accompagner. ”.

Art. 7. L'article 135 du même Code est complété par le 10^o rédigé comme suit :

« 10^o lorsque dans le cas prévu à l'article 55^{sexies}, § 2, alinéa 3, l'exemption n'a pas été sollicitée, les documents visés dans l'alinéa 2 sont déposés dans les deux ans du paiement de l'impôt. ».

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 avril 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—
Note

(1) *Session 2017-2018*

Documents du Parlement wallon, 1042 (2017-2018) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 25 avril 2018.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/202487]

26. APRIL 2018 — Dekret zur Abänderung des Erbschaftssteuergesetzbuches und des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, um unter Denkmalschutz stehende Immobilien von Teilungs-, Schenkungs- und Erbschaftssteuern zu befreien (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 159 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches wird durch Ziffer 15 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“15^o Teil- oder Gesamtverteilungen, entgeltliche Abtretungen - unter Miteigentümern - von ungeteilten Teilen, die in den Artikeln 745^{quater} und 745^{quinquies} des Zivilgesetzbuches vorgesehene Umwandlung, selbst wenn keine Ungeteiltheit vorliegt, die der Steuer nach Artikel 109 unterliegen, und die Schenkung unter Lebenden in gerader Linie, unter Ehepartnern, unter gesetzlich zusammenwohnenden Partnern nach Artikel 131 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches oder in der Seitenlinie bis zum dritten Grad einschließlich, in Volleigentum oder in Nießbrauch, durch eine oder mehrere natürliche Personen zugunsten einer oder mehrerer natürlichen Personen und betreffend unter Denkmalschutz stehende Immobilien im Sinne von Buch III des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe.

Die im vorangehenden Absatz erwähnten natürlichen Personen:

1^o vermerken in oder unten auf der authentischen Urkunde das Datum und den Titel des Erlasses, durch den die Immobilie, für die die Befreiung beantragt wird, unter Denkmalschutz gestellt wurde;

2^o fügen der authentischen Urkunde eine Abschrift des in Ziffer 1 erwähnten Erlasses bei;

3^o fügen der authentischen Urkunde eine Liste der durchzuführenden Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten im Sinne von Buch V Titel III Kapitel III/2 des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe bei. Diese Liste wird frühestens drei Monate vor der authentischen Beurkundung verlangt und erstellt. Die von der Regierung benannte Dienststelle übermittelt der Partei, die eine entsprechende Anfrage einreicht, die Liste spätestens innerhalb von fünfundvierzig Tagen. Die Angaben, die in der Liste anzuführen sind, werden von der Regierung festgelegt.

Der zuständige Einnehmer stellt innerhalb eines Monats nach Eintragung der authentischen Urkunde, in der der Antrag auf Befreiung vermerkt wird, zugunsten jedes Befreiungsbegünstigten eine Aufstellung aus, in der der Betrag der Registrierungsgebühren, für die eine Befreiung gewährt wird, festgelegt wird.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Beantragung und die Ausstellung der Liste und der Aufstellung fest, sowie die beizufügenden Schriftstücke.

Die in Absatz 1 vorgesehene Befreiung bleibt nur dann bestehen, wenn:

1° ein Betrag, der den gesamten Registrierungsgebühren entspricht, für die eine Befreiung gewährt wird, und der in der in Absatz 3 erwähnten Aufstellung angeführt wird, in Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten der unter Denkmalschutz stehenden Immobilie, die Gegenstand der Befreiung war, investiert wird, und zwar gemäß der in Absatz 2 angeführten Liste und innerhalb einer Frist, die zehn Jahre ab dem Datum der authentischen Urkunde nicht übersteigen darf. Die Zuschüsse, die gegebenenfalls gewährt werden, um Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten im Sinne von Buch V Titel III Kapitel III/2 des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe durchzuführen, werden bei der Bestimmung des Betrags der getätigten Investition nicht berücksichtigt;

2° die unter Denkmalschutz stehende Immobilie, für die eine Befreiung gewährt wurde, Gegenstand einer durch die von der Regierung benannte Dienststelle ausgestellten Bescheinigung ist, in der der Abschluss der Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten festgestellt wird, und zwar bis zu einem Betrag der wenigstens dem der in Absatz 3 erwähnten Aufstellung entspricht. Die Regierung legt die Modalitäten für die Beantragung und die Ausstellung dieser Bescheinigung fest, sowie die beizufügenden Schriftstücke;

3° der Befreiungsbegünstigte die dinglichen Rechte, die gemäß Absatz 1 freigestellt wurden, behält, bis er die in Ziffer 2 angeführte Bescheinigung erhalten hat. Zur Beurteilung der Einhaltung der vorliegenden Bedingung werden weder die Übertragungen im Todesfall noch die Abtretungen von dinglichen Rechten unter Lebenden in gerader Linie, unter Ehepartnern, unter gesetzlich zusammenwohnenden Partnern nach Artikel 131 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleiabgabengesetzbuches oder in der Seitenlinie bis zum dritten Grad einschließlich, berücksichtigt.

Sind die in Absatz 5 angeführten Bedingungen nicht oder nicht mehr erfüllt, wird die gemäß den Artikeln 109 bis 114 oder 131 bis 140^{octies} geschuldete Steuer zu Lasten aller Parteien, die in den Genuss der in Absatz 1 angeführten Befreiung gelangt sind, einforderbar. Die Befreiung bleibt jedoch gesichert, wenn die Nichterfüllung dieser Bedingungen auf höhere Gewalt oder einen zwingenden Grund verwaltungstechnischer Art zurückzuführen ist.

Im Falle einer Teilinvestition nach den in Absatz 5 festgelegten Modalitäten und Fristen bleibt die Befreiung jedoch bestehen bis in Höhe des Betrags, der in der in Absatz 3 erwähnten Aufstellung angeführt wird und der nach denselben Modalitäten wieder neu investiert wird, unter der Bedingung, dass der Befreiungsbegünstigte:

1° beim Amt, bei dem die Urkunde eingetragen wurde, im Laufe des Jahres entweder nach Ablauf der zehnjährigen Frist, die mit dem Datum der in Absatz 3 angeführten authentischen Urkunde beginnt, oder nach der Beurkundung der Abtretung von dinglichen Rechten auf eine andere Person als jene, die in Absatz 1 angeführt werden, beginnt, eine Erklärung abgibt. Die Erklärung wird von jedem Befreiungsbegünstigten unterzeichnet und in zwei Ausfertigungen ausgestellt, von denen eine im Registrierungsamt aufbewahrt wird. In der Erklärung werden die in Absatz 3 angeführte authentische Urkunde erwähnt, der Umstand, der die Auferlegung der Steuern rechtfertigt, sowie alle Elemente, die für die Festsetzung der Steuer notwendig sind;

2° der Erklärung die in Absatz 3 erwähnte Aufstellung beifügt sowie gegebenenfalls eine Arbeitsbescheinigung, ausgestellt von der von der Regierung benannten Dienststelle, in der der zum Zeitpunkt der Beantragung der genannten Bescheinigung in die Immobilie investierte Betrag gemäß Absatz 5 angeführt wird, mit Ausnahme der gegebenenfalls gewährten Zuschüsse.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Beantragung und die Ausstellung der Arbeitsbescheinigung fest, sowie die beizufügenden Schriftstücke.

Bei teilweisem oder vollständigem Verlust der Befreiung wird die Steuer um eine Geldbuße erhöht, die dem Zehntel ihres Betrags zuzüglich der zum gesetzlichen Zinssatz im Steuerwesen, der durch das Gesetz vom 5. Mai 1865 über das verzinsliche Darlehen bestimmt wird, berechneten Zinsen entspricht, wobei diese nicht mehr als im Laufe von fünf Jahren gewährten Zinsen entsprechen dürfen.

Die Absätze 6 bis 9 finden keine Anwendung auf die Befreiungsbegünstigten, die die in Absatz 11 angeführte Möglichkeit in Anspruch genommen haben, die geschuldete Steuer zu zahlen. In diesem Fall werden die Steuern um Zinsen erhöht bei einem gesetzlichen Zinssatz im Steuerwesen, der durch das Gesetz vom 5. Mai 1865 über das verzinsliche Darlehen bestimmt wird, wobei diese nicht mehr als im Laufe von fünf Jahren gewährten Zinsen entsprechen dürfen.

Jede Partei, die in den Genuss der in Absatz 1 angeführten Befreiung gelangt ist, kann die Zahlung der gemäß Art. 109 bis 114 oder 131 bis 140^{octies} geschuldeten Steuer vor Ablauf der zehnjährigen Frist, die mit dem Datum der authentischen Urkunde beginnt, anbieten, und zwar vollständig oder bis in Höhe des Betrags, der in der in Absatz 3 erwähnten Aufstellung angeführt wird, der nicht nach den in Absatz 5 erwähnten Modalitäten investiert worden ist. In diesem Fall:

1° hinterlegt der Befreiungsbegünstigte beim Amt, bei dem die in Absatz 3 angeführte authentische Urkunde eingetragen wurde, eine Erklärung. Die Erklärung wird von allen Befreiungsbegünstigten unterzeichnet, und in zwei Ausfertigungen ausgestellt, von denen eine im Registrierungsamt aufbewahrt wird. In der Erklärung werden die in Absatz 3 angeführte authentische Urkunde erwähnt, der Umstand, der die Auferlegung der Steuern rechtfertigt sowie alle Elemente, die für die Festsetzung der Steuer notwendig sind;

2° fügt der Befreiungsbegünstigte der Erklärung die in Absatz 3 erwähnte Aufstellung sowie gegebenenfalls eine Arbeitsbescheinigung bei, ausgestellt von der von der Regierung benannten Dienststelle, in der der zum Zeitpunkt der Beantragung der genannten Bescheinigung in die Immobilie investierte Betrag gemäß Absatz 5 angeführt wird, mit Ausnahme der gegebenenfalls gewährten Zuschüsse.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Beantragung und die Ausstellung dieser Arbeitsbescheinigung fest, sowie die beizufügenden Schriftstücke.“

Art. 2 - Artikel 209 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird durch Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“8° die vereinnahmten Gebühren, falls die in Artikel 159 Ziffer 15 vorgesehene Befreiung bei der Eintragung der Urkunde nicht beantragt oder gewährt wurde, mit einem Antrag auf Rückerstattung, der den Bestimmungen von Artikel 217² entspricht, beinhaltend die in Artikel 159 Ziffer 15 Absatz 2 angeführten Vermerke und Schriftstücke, eingereicht innerhalb von zwei Jahren ab dem Datum der Eintragung der Urkunde. Dieser Antrag umfasst ggf. die Nummer des Kontos, auf das der Betrag der zurück zu erstattenden Gebühren zu überweisen ist.“

Art. 3 - Artikel 37 des Erbschaftssteuergesetzbuches wird durch Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“8° im Falle des vollständigen oder teilweisen Widerrufs der in Artikel 55^{sexies} vorgesehenen Befreiung wegen einer Missachtung der in Artikel 55^{sexies} § 3 festgelegten Bedingungen.“

Art. 4 - Artikel 38 desselben Gesetzbuches wird durch Ziffer 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“9° in dem in Artikel 37 Ziffer 8 vorgesehenen Fall durch jede Person, der die in Artikel 55^{sexies} vorgesehene Befreiung gewährt wurde, beim Registrierungsamt, in dem die erste Erklärung hinterlegt worden ist.“

Art. 5 - Artikel 40 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Juni 2012, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

Im Falle des vollständigen oder teilweisen Widerrufs der in Artikel 55*sexies* vorgesehenen Befreiung beginnt die Frist für das Einreichen einer neuen Erklärung nach Artikel 37 Ziffer 8 entweder ab dem Datum, an dem die in Artikel 55*sexies* § 3 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind, oder ab dem Ablauf einer Frist von zehn Jahren ab dem Todesfall.“

Art. 6 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 55*sexies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 55*sexies* - § 1. Der Nettoanteil der unter Denkmalschutz stehenden Immobilien im Sinne von Buch III des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe, der in Volleigentum oder in Nießbrauch durch einen Erben, einen Vermächtnisnehmer oder einem Schenkungsempfänger in direkter Linie, den Ehepartner oder den gesetzlich zusammenwohnenden Partner nach Artikel 48 des Erbschaftssteuergesetzbuches oder in der Seitenlinie bis zum dritten Grad erworben wird, kann von der Erbschaftsteuer und von der Steuer auf den Nachlass befreit werden.

Als Nettoanteil im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 gilt der Wert des von dem Erben, dem Vermächtnisnehmer oder dem Schenkungsempfänger erworbenen Anteils an der Immobilie, nach Abzug ihres Anteils an den Schulden der Erbschaft, die eigens zwecks des Erwerbs oder der Erhaltung dieser unter Denkmalschutz stehende Immobilie eingegangen wurden.

§ 2. Die in Paragraph 1 vorgesehene Befreiung hat keine Befreiung der Abgabe der Erbfallanmeldung zur Folge.

Die Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, die eine Befreiung beantragen:

1° erwähnen dies in der Erbfallanmeldung;

2° vermerken in der Erbfallanmeldung das Datum und den Titel des Erlasses, durch den die Immobilie, für die die Befreiung beantragt wird, unter Denkmalschutz gestellt wurde;

3° fügen der Erbfallanmeldung eine Abschrift des in Ziffer 2 erwähnten Erlasses bei;

4° fügen der Erbfallanmeldung eine Liste der durchzuführenden Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten im Sinne von Buch V Titel III Kapitel III/2 des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe bei. Diese Liste wird nach dem Todesfall beantragt und erstellt. Die von der Wallonischen Regierung benannte Dienststelle übermittelt jedem Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger spätestens innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Eingang eines entsprechenden Antrags die Liste. Die Angaben, die in der Liste anzuführen sind, werden von der Regierung festgelegt.

Wird die Befreiung nicht in der Erbfallanmeldung beantragt, werden die Erbschaftssteuern nach dem in den Artikeln 48 bis 60 und 60*ter* angeführten Tarif berechnet, unter Vorbehalt einer Rückerstattung unter den Bedingungen von Artikel 135 Ziffer 10.

Der zuständige Einnahmer stellt innerhalb eines Monats nach Hinterlegung der Erbfallanmeldung, in der der Antrag auf Befreiung vermerkt wird, zugunsten jedes Befreiungsbegünstigten eine Aufstellung aus, in der der Betrag der Erbschaftsteuer und oder Steuer auf den Nachlass, für die zugunsten eines jeden Betroffenen eine Befreiung gewährt wird, festgelegt wird.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Beantragung und die Ausstellung der Liste und der Aufstellung fest, sowie die beizufügenden Schriftstücke.

§ 3. Die in Paragraph 1 vorgesehene Befreiung bleibt nur dann bestehen, wenn:

1° ein Betrag, der der gesamten Erbschaftsteuer und oder Steuer auf den Nachlass entspricht, für die eine Befreiung gewährt wird, und die in der in Paragraph 2 Absatz 3 erwähnten Aufstellung angeführt wird, in Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten der unter Denkmalschutz stehenden Immobilie, die vererbt wird, investiert wird, und zwar gemäß der in Paragraph 2 Absatz 2 angeführten Liste innerhalb einer Frist, die zehn Jahre ab dem Datum des Todesfalls nicht übersteigen darf. Die Zuschüsse, die gegebenenfalls gewährt werden, um Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten im Sinne von Buch V Titel III Kapitel III/2 des wallonischen Gesetzbuches über das Erbe durchzuführen, werden bei der Bestimmung des Betrags der getätigten Investition nicht berücksichtigt;

2° die unter Denkmalschutz stehende Immobilie, für die eine Befreiung gewährt wurde, Gegenstand einer durch die von der Regierung benannte Dienststelle ausgestellten Bescheinigung ist, in der der Abschluss der Instandhaltungsmaßnahmen, Vorstudien und Restaurierungsarbeiten festgestellt wird, und zwar bis zu einem Betrag der wenigstens dem der in Paragraph 2 Absatz 3 erwähnten Aufstellung entspricht. Die Regierung legt die Modalitäten für die Beantragung und die Ausstellung dieser Bescheinigung fest, sowie die beizufügenden Schriftstücke;

3° der Befreiungsbegünstigte die dinglichen Rechte, die gemäß Absatz 1 freigestellt wurden, behält, bis er die in Ziffer 2 angeführte Bescheinigung erhalten hat. Zur Beurteilung der Einhaltung der vorliegenden Bedingung werden weder die Übertragungen im Todesfall noch die Abtretungen von dinglichen Rechten in gerader Linie unter Ehepartnern, unter gesetzlich zusammenwohnenden Partnern nach Artikel 48 des Erbschaftssteuergesetzbuches oder in der Seitenlinie bis zum dritten Grad einschließlich berücksichtigt.

§ 4. Sind die in Paragraph 3 angeführten Bedingungen nicht oder nicht mehr erfüllt, wird die gemäß den Artikeln 48 bis 60 und 60*ter* geschuldete Steuer zu Lasten aller Erben, Vermächtnisnehmer oder Schenkungsempfänger, die in den Genuss der in Paragraph 1 angeführten Befreiung gelangt sind, einforderbar. Die Befreiung bleibt jedoch gesichert, wenn die Nichterfüllung dieser Bedingungen auf höhere Gewalt oder einen zwingenden Grund verwaltungstechnischer Art zurückzuführen ist.

Im Falle einer Teilinvestition nach den in Paragraph 3 festgelegten Modalitäten und Fristen bleibt die Befreiung jedoch bestehen bis in Höhe des Betrags, der in der in Paragraph 2 Absatz 3 erwähnten Aufstellung angeführt wird und der nach denselben Modalitäten wieder neu investiert wird, unter der Bedingung, dass der Befreiungsbegünstigte:

1° innerhalb der in Artikel 40 vorgeschriebenen Frist ab Ablauf der Frist von acht Monaten entweder nach Ablauf der zehnjährigen Frist beginnend mit dem Datum des Todesfalls, oder nach der Beurkundung der Abtretung von dinglichen Rechten auf eine andere Person als jene, die in Absatz 1 angeführt werden, bei dem beim Registrierungsamt, in dem die erste Erbfallanmeldung hinterlegt worden ist, eine neue Erbfallanmeldung im Sinne von Artikel 37 Ziffer 8 hinterlegt, in der der Umfang der Güter, für die die Befreiung entzogen wird, bestimmt wird, sowie der Wert dieser Güter, auf die die gemäß den Artikeln 48 bis 60 und 60*ter* geschuldete Steuern berechnet werden. Die Erklärung wird von allen Befreiungsbegünstigten unterzeichnet, und in zwei Ausfertigungen ausgestellt, von denen eine im Registrierungsamt aufbewahrt wird. In dieser Erklärung werden die Namen, die Vornamen, das Geburts- und Sterbedatum und der letzte Wohnsitz des Erblassers, der Tatbestand, der die Erhebung der Steuern rechtfertigt, und alle Elemente, die für die Festsetzung der Steuer notwendig sind, erwähnt;

2° der neuen Erbfallanmeldung die in Paragraph 2 Absatz 3 erwähnte Aufstellung beifügt, sowie eine Arbeitsbescheinigung, ausgestellt von der von der Regierung benannten Dienststelle, in der der zum Zeitpunkt der Beantragung der genannten Bescheinigung in die Immobilie investierte Betrag gemäß Paragraph 3 angeführt wird, mit Ausnahme der gegebenenfalls gewährten Zuschüsse.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Beantragung und die Ausstellung dieser Bescheinigung fest, sowie die beizufügenden Schriftstücke.

Bei teilweisem oder vollständigem Verlust der Befreiung wird die Steuer um eine Geldbuße erhöht, die dem Zehntel ihres Betrags zuzüglich der zum gesetzlichen Zinssatz im Steuerwesen, der durch das Gesetz vom 5. Mai 1865 über das verzinsliche Darlehen bestimmt wird, berechneten Zinsen entspricht, wobei diese nicht mehr als im Laufe von fünf Jahren gewährten Zinsen entsprechen dürfen.

Der vorliegende Paragraph findet keine Anwendung auf die Befreiungsbegünstigten, die die in Paragraph 5 angeführte Möglichkeit in Anspruch genommen haben, die geschuldete Steuer zu zahlen. In diesem Fall werden die Steuern um Zinsen erhöht bei einem gesetzlichen Zinssatz im Steuerwesen, der durch das Gesetz vom 5. Mai 1865 über das verzinsliche Darlehen bestimmt wird, wobei diese nicht mehr als im Laufe von fünf Jahren gewährten Zinsen entsprechen dürfen.

§ 5. Die Person, die in den Genuss der in Paragraph 1 angeführten Befreiung gelangt ist, kann die Zahlung der gemäß Art. 48 bis 60 und 60ter geschuldeten Steuer vor Ablauf der zehnjährigen Frist, die mit dem Datum des Todesfalls beginnt, anbieten, und zwar vollständig oder bis in Höhe des Betrags, der in der in Paragraph 2 Absatz 3 erwähnten Aufstellung angeführt wird, der nicht nach den in Paragraph 3 erwähnten Modalitäten investiert worden ist. In diesem Fall:

1° hinterlegt sie bei dem beim Registrierungsamt, in dem die erste Erbfallanmeldung worden ist, eine neue Erbfallanmeldung im Sinne von Artikel 37, in der der Umfang der Güter, auf die sie gemäß den Artikeln 48 bis 60 und 60ter Steuern bezahlen möchte, bestimmt wird, sowie die Summe, die zu deren Berechnung herangezogen wird. Die Erklärung wird von allen Befreiungsbegünstigten unterzeichnet, und in zwei Ausfertigungen ausgestellt, von denen eine im Registrierungsamt aufbewahrt wird. In dieser Erklärung werden die Namen, die Vornamen, das Geburts- und Sterbedatum und der letzte Wohnsitz des Erblassers, der Tatbestand, der die Erhebung der Steuern rechtfertigt, und alle Elemente, die für die Festsetzung der Steuer notwendig sind, erwähnt;

2° fügt sie der Erbfallanmeldung die in Paragraph 2 Absatz 3 erwähnte Aufstellung bei, sowie eine Arbeitsbescheinigung, ausgestellt von der von der Regierung benannten Dienststelle, in der der zum Zeitpunkt der Beantragung der genannten Bescheinigung in die Immobilie investierte Betrag gemäß Paragraph 3 angeführt wird, mit Ausnahme der gegebenenfalls gewährten Zuschüsse.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Beantragung und die Ausstellung dieser Bescheinigung fest, sowie die beizufügenden Schriftstücke."

Art. 7 - Artikel 135 desselben Gesetzbuches wird durch Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"10° wenn in dem in Artikel 55sexies § 2 Absatz 3 erwähnten Fall die Befreiung nicht beantragt wurde, werden die in Absatz 2 angeführten Schriftstücke innerhalb von zwei Jahren nach der Zahlung der Steuer hinterlegt."

Art. 8 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2019 in Kraft.

Die Wallonische Regierung ist befugt, für das Inkrafttreten ein früheres Datum als das in Absatz 1 angeführte Datum festzulegen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 26. April 2018.

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen,

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2017-2018*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1042 (2017-2018) Nrn. 1 bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 25. April 2018

Diskussion

Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2018/202487]

26 APRIL 2018. — Decreet tot wijziging van het Wetboek der successierechten en van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten met het oog op het vrijstellen van de als monument beschermde onroerende goederen van verdeelrechten, schenkbelastingen en successierechten (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 159 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten wordt aangevuld met een 15°, luidend als volgt:

« 15° de delingen, geheel of ten dele, de overdrachten onder bezwarende titel, tussen medeëigenaars, van onverdeelde delen, de omzetting bedoeld in de artikelen 745quater en 745quinquies van het Burgerlijk Wetboek, zelfs als er geen onverdeeldheid is, onderworpen aan het recht bepaald bij artikel 109, en de schenking onder levenden in de rechte lijn, tussen echtgenoten, tussen wettelijke samenwonenden bedoeld in artikel 131 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten of in de zijlijn tot in de derde graad, in eigendom of in vruchtgebruik, door één

of meerdere natuurlijke personen ten bate van één of meerdere natuurlijke personen, en betrekking hebbend op onroerende goederen die in de zin van Boek III van het Waals Erfgoedwetboek als monument beschermd worden.

De natuurlijke personen bedoeld in vorig lid:

1° vermelden in of onderaan de authentieke akte de datum en het opschrift van het besluit waarbij het onroerend goed waarvoor de vrijstelling aangevraagd wordt, beschermd wordt;

2° voegen bij de authentieke akte het afschrift van het besluit bedoeld onder 1°;

3° voegen bij de authentieke akte een listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, voorafgaandelijke onderzoeken en herstelwerken in de zin van Boek V, Titel III, Hoofdstuk III/2 van het Waals Erfgoedwetboek. Le listing est sollicité et établi au plus tôt trois mois avant la passation de l'acte authentique. De listing wordt ten vroegste drie maanden voor het verlijden van de authentieke akte aangevraagd en opgesteld. De dienst aangewezen door de Waalse Regering deelt de listing aan de partij mee, die er de aanvraag van heeft ingediend ten vroegste vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag in die zin. De informatie die op de listing moet voorkomen, wordt door de Regering bepaald.

De bevoegde ontvanger bezorgt binnen de maand volgend op de registratie van de authentieke akte die de vrijstellingsaanvraag vermeldt, aan elke vrijstellingsgerechtigde, een opgave waarin het bedrag van de vrijgestelde registratierechten wordt vastgesteld.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvraag en het verstrekken van de listing en van de opgave, evenals de bijhorende stukken.

De vrijstelling bedoeld in lid 1 wordt enkel behouden als:

1° een bedrag dat gelijkstaat met het totaal aan vrijgestelde registratierechten, zoals opgenomen in de opgave bedoeld in het derde lid, geïnvesteerd wordt in de instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken en de herstelwerken van het als monument beschermd onroerend goed dat het voorwerp van de vrijstelling heeft uitgemaakt, overeenkomstig de listing bedoeld in lid 2, binnen een termijn die de tien jaar niet mag overschrijden te rekenen van de datum van de authentieke akte. De eventueel toegekende subsidies met het oog op het uitvoeren van de instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken of de herstelwerken in de zin van Boek V, Titel III, Hoofdstuk III/2 van het Waals Erfgoedwetboek worden niet in overweging genomen om het bedrag van de verrichte investering te beoordelen;

2° het als monument beschermd onroerend goed waarvoor de vrijstelling is verkregen het voorwerp uitmaakt van een attest door de dienst aangewezen door de Waalse Regering, waarbij de voltooiing vastgesteld wordt van de instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken of de herstelwerken ter hoogte van een bedrag dat gelijk is aan of hoger is dan het bedrag vermeld in de opgave bedoeld in lid 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvraag en het verstrekken van dat attest, evenals de bijbehorende stukken;

3° de vrijstellingsgerechtigde tot het verkrijgen van het attest bedoeld onder 2° de zakelijke rechten die zijn vrijgesteld krachtens lid 1 behoudt. Om de inachtneming van deze voorwaarde te beoordelen, wordt evenwel geen rekening gehouden met de overdrachten wegens overlijden of van de overdrachten van zakelijke rechten onder levenden in de rechte lijn, tussen echtgenoten, tussen wettelijk samenwonenden in de zin van artikel 131 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, of een erfgenaam in de zijlijn tot in de derde graad.

Wanneer de voorwaarden bedoeld in lid 5 niet of niet meer vervuld zijn, wordt het overeenkomstig de artikelen 109 tot 114 of 131 tot 140octies verschuldigde recht eisbaar ten laste van alle partijen die de vrijstelling bedoeld in lid 1 hebben genoten. De vrijstelling blijft evenwel verworven indien de niet-inachtneming van de voorwaarden het gevolg is van overmacht of van een dwingende reden van administratieve aard.

Bij een gedeeltelijke investering wordt de vrijstelling volgens de nadere regels en binnen de termijn bepaald in lid 5 niettemin behouden ter hoogte van het bedrag vermeld in de opgave bedoeld in lid 3 dat opnieuw geïnvesteerd is volgens diezelfde nadere regels en voor zover de vrijstellingsgerechtigde:

1° een aangifte indient binnen het jaar volgend op het verstrijken van de termijn van tien jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte bedoeld in lid 3 of van de akte van overdracht van de zakelijke rechten aan een andere persoon dan die, bedoeld in lid 1, bij het kantoor waarbij de akte geregistreerd is. De aangifte, ondertekend door elke vrijstellingsgerechtigde, wordt opgemaakt in twee exemplaren waarvan één in het registratiekantoor bewaard wordt. De aangifte vermeldt de authentieke akte bedoeld in lid 3, het feit dat het verschuldigd zijn van de rechten verantwoordt en alle gegevens nodig voor de vereffening van de belasting;

2° bij de aangifte de lijst voegt, bedoeld in lid 3, evenals een attest van werken, verstrekt door de dienst aangewezen door de Waalse Regering, waarin het bedrag dat overeenkomstig lid 5 in het onroerend goed geïnvesteerd wordt, buiten eventuele subsidies om, op de datum van de aanvraag van bedoeld attest nauwkeurig vermeld wordt.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvraag en het verstrekken van het attest van de werken, evenals de bijhorende stukken.

Bij geheel of gedeeltelijk verlies van de vrijstelling wordt het recht vermeerderd met een geldboete gelijk aan één tiende van het bedrag ervan en van de intresten tegen de wettelijke rentevoet in fiscale zaken bepaald bij de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, zonder dat die hoger mogen zijn dan vijf jaar intrest.

De leden 6 tot 9 zijn niet van toepassing op de vrijstellingsgerechtigden die gebruik maken van de mogelijkheid om het verschuldigd recht te betalen zoals bepaald in lid 11. Niettemin worden de rechten in deze hypothese vermeerderd met de wettelijke rentevoet in fiscale zaken bepaald bij de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, zonder dat die hoger mogen zijn dan vijf jaar intrest.

Elke partij die de vrijstelling bedoeld in lid 1 heeft genoten kan voorstellen om, voor het verstrijken van de termijn van tien jaar te rekenen van de datum van de authentieke akte, het recht verschuldigd overeenkomstig de artikelen 109 tot 114 of 131 tot 140octies te betalen in zijn geheel of in de mate van het bedrag vermeld in de opgave bedoeld in lid 3 dat niet geïnvesteerd is volgens de nadere regels bedoeld in lid 5. In dat geval:

1° dient de vrijstellingsgerechtigde een aangifte in bij het kantoor waarbij de authentieke akte bedoeld in lid 3 geregistreerd is. De aangifte, ondertekend door elke vrijstellingsgerechtigde, wordt opgemaakt in twee exemplaren waarvan één in het registratiekantoor bewaard wordt. De aangifte vermeldt de authentieke akte bedoeld in lid 3, het feit dat het verschuldigd zijn van de rechten verantwoordt en alle gegevens nodig voor de vereffening van de belasting;

2° dient de vrijstellingsgerechtigde de aangifte, bij de lijst gevoegd, bedoeld in lid 3, evenals, in voorkomend geval, een attest van werken, verstrekt door de dienst aangewezen door de Waalse Regering, waarin het bedrag dat overeenkomstig lid 5 in het onroerend goed geïnvesteerd wordt, buiten eventuele subsidies om, op de datum van de aanvraag van bedoeld attest nauwkeurig vermeld wordt.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvraag en het verstrekken van het attest van de werken, evenals de daarbijhorende stukken. ».

Art. 2. Artikel 209, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt:

« 8° de geïnde rechten, indien de vrijstelling bedoeld in artikel 159, 15°, bij de registratie van de akte niet aangevraagd of verkregen is, middels een aanvraag tot teruggave overeenkomstig de bepalingen van artikel 217², waarin de gegevens en documenten bedoeld in artikel 159, 15°, lid 2, vervat zijn, ingediend binnen de twee jaar te rekenen van de datum van de registratie van de akte. De aanvraag vermeldt, in voorkomend geval, het rekeningnummer waarop het bedrag van de terug te geven rechten gestort kan worden. ».

Art. 3. Artikel 37 van het Wetboek der successierechten, wordt aangevuld met een 8°, luidend als volgt:

« 8° in geval gehele of gedeeltelijke intrekking van de vrijstelling bedoeld in artikel 55*sexies* wegens de niet-inachtneming van de voorwaarden vastgesteld in artikel 55*sexies*, § 3. ».

Art. 4. Artikel 38 van het hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een 9°, luidend als volgt:

« 9° in het geval bedoeld in artikel 37, 8°, door elke vrijstellingsgerechtigde bedoeld in artikel 55*sexies*, bij het registratiekantoor waar de eerste aangifte is neergelegd. ».

Art. 5. Artikel 40 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 22 juni 2012, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

« In geval van gehele of gedeeltelijke intrekking van de vrijstelling bepaald in artikel 55*sexies*, gaat de termijn voor de nieuwe aangifte bepaald in artikel 37, 8°, in te rekenen van ofwel de datum vanaf welke de voorwaarden vermeld in artikel 55*sexies*, § 3, niet meer in acht genomen zijn ofwel het verstrijken van een termijn van tien jaar vanaf het overlijden. ».

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 55*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 55*sexies*. § 1^{er}. Van successierechten of rechten van overgang bij overlijden kan worden vrijgesteld, het netto-aandeel van de als monument beschermde onroerende goederen in de zin van Boek III van het Waals Erfgoedwetboek in eigendom of in vruchtgebruik verkregen door een erfgenaam, een legataris of een begiftigde in de rechte lijn, tussen echtgenoten, tussen wettelijk samenwonenden bedoeld in artikel 48 van het Wetboek der successierechten of in de zijlijn tot in de derde graad.

Onder netto-aandeel bedoeld in § 1, eerste lid, dient te worden verstaan, de waarde van het deel dat de erfgenaam, de legataris of de begiftigde in het goed verkrijgt, na aftrek van hun aandeel in de schulden van de erfopvolging die speciaal zijn aangegaan om het beschermd onroerend goed te verwerven of te bewaren.

§ 2. De vrijstelling bedoeld in paragraaf 1 stelt niet vrij van het indienen van de aangifte van nalatenschap.

De erfgenamen, legatarissen en begiftigden die de vrijstelling aanvragen:

1° melden dit in de aangifte van nalatenschap;

2° vermelden in de aangifte van nalatenschap de datum en het opschrift van het besluit waarbij het onroerend goed waarvoor de vrijstelling aangevraagd wordt, beschermd wordt;

3° voegen bij de aangifte het afschrift van het besluit bedoeld onder 2°;

4° voegen bij de aangifte een listing van de uit te voeren instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken en de herstelwerken in de zin van Boek V, Titel III, Hoofdstuk III/2 van het Waals Erfgoedwetboek. De listing wordt aangevraagd en opgesteld na het overlijden. De dienst aangewezen door de Waalse Regering deelt de listing aan elke erfgenaam, legataris of begiftigde mee, die er de aanvraag van heeft ingediend ten vroegste vijfenveertig dagen na ontvangst van de aanvraag in die zin. De informatie die op de listing moet voorkomen, wordt door de Regering bepaald.

Wanneer de vrijstelling niet wordt aangevraagd in de aangifte van nalatenschap, worden de rechten berekend tegen het percentage van de artikelen 48 tot 60 en 60^{ter} onder voorbehoud van een teruggave in de voorwaarden van artikel 135, 10°.

De bevoegde ontvanger bezorgt binnen de maand volgend op de indiening van de aangifte van nalatenschap die de vrijstellingsaanvraag vermeldt, aan elke vrijstellingsgerechtigde, een opgave waarin het bedrag van de vrijgestelde successierechten of rechten van overgang bij overlijden voor elk van hen wordt vastgesteld.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvraag en het verstrekken van de listing en van de opgave, evenals de daarbijhorende stukken.

§ 3. De vrijstelling bedoeld in lid 1 wordt enkel behouden als:

1° een bedrag dat gelijkstaat met het totaal aan vrijgestelde successierechten of rechten van overgang door overlijden, zoals opgenomen in de lijst bedoeld in paragraaf 2, derde lid, geïnvesteerd wordt in de instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken en de herstelwerken van het als monument beschermd onroerend goed dat het voorwerp van de vrijstelling heeft uitgemaakt, overeenkomstig de listing bedoeld in paragraaf 2, lid 2, binnen een termijn die de tien jaar niet mag overschrijden te rekenen van het overlijden. De eventueel toegekende subsidies met het oog op het uitvoeren van de instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken of de herstelwerken in de zin van Boek V, Titel III, Hoofdstuk III/2 van het Waals Erfgoedwetboek worden niet in overweging genomen om het bedrag van de verrichte investering te beoordelen;

2° het als monument beschermd onroerend goed waarvoor de vrijstelling is verkregen maakt het voorwerp uit van een attest door de dienst aangewezen door de Waalse Regering waarbij de voltooiing vastgesteld wordt van de instandhoudingsverrichtingen, de voorafgaandelijke onderzoeken en de herstelwerken ter hoogte van een bedrag dat gelijk is aan of hoger is dan het bedrag vermeld in paragraaf 2, lid 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvraag en het verstrekken van dat attest, evenals de daarbijhorende stukken;

3° de vrijstellingsgerechtigde bewaart tot het verkrijgen van het attest bedoeld onder 2° de zakelijke rechten die zijn vrijgesteld krachtens lid 1. Om de inachtneming van deze voorwaarde te beoordelen, wordt evenwel geen rekening gehouden met de overdrachten wegens overlijden of van de overdrachten van zakelijke rechten in de rechte lijn tussen echtgenoten, tussen wettelijk samenwonenden bedoeld in artikel 48 van het Wetboek der successierechten of een erfgenaam in de zijlijn tot in de derde graad.

§ 4. Wanneer de voorwaarden bedoeld in lid 3 niet of niet meer vervuld zijn, wordt het overeenkomstig de artikelen 48 tot 60 of 60^{ter} verschuldigde recht eisbaar ten laste van alle erfgenamen, legatarissen of begiftigden die de vrijstelling bedoeld in paragraaf 1 hebben genoten. De vrijstelling blijft evenwel verworven indien de niet-inachtneming van de voorwaarden het gevolg is van overmacht of van een dwingende reden van administratieve aard.

Bij een gedeeltelijke investering wordt de vrijstelling volgens de nadere regels en de termijn bepaald in paragraaf 3 niettemin behouden ter hoogte van het bedrag vermeld in de lijst bedoeld in paragraaf 2, lid 3, dat opnieuw geïnvesteerd is volgens diezelfde nadere regels en voor zover de vrijstellingsgerechtigde:

1° een nieuwe aangifte van nalatenschap indient in de zin van artikel 37, 8°, waarbij de inhoud van de goeden waarvoor de vrijstelling ingetrokken is en de waarde van die goederen waarop de overeenkomstig de artikelen 48 tot 60 en 60ter berekend worden, wordt bepaald binnen de termijn bepaald in artikel 40, te rekenen van het verstrijken van een termijn van acht maanden volgend op het verstrijken van de termijn van tien jaar te rekenen van het overlijden, ofwel de akte van afstand van de zakelijke rechten aan een andere persoon dan die bedoeld in lid 1, bij het kantoor waar de eerste aangifte van nalatenschap is ingediend. De aangifte, ondertekend door elke vrijstellingsgerechtigde, wordt opgemaakt in twee exemplaren waarvan één in het registratiekantoor bewaard wordt. De aangifte vermeldt de namen, voornamen, geboortedatum en overlijdensdatum en laatste woonplaats van de de cuius, het feit dat het verschuldigd zijn van de rechten verantwoordt en alle gegevens nodig voor de vereffening van de belasting;

2° bij de nieuwe aangifte de lijst voegt, bedoeld in paragraaf 2, lid 3, evenals een attest van werken, verstrekt door de dienst aangewezen door de Waalse Regering, waarin het bedrag dat overeenkomstig paragraaf 3 in het onroerend goed geïnvesteerd wordt, buiten eventuele subsidies om, op de datum van de aanvraag van bedoeld attest nauwkeurig vermeld wordt.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvraag en het verstrekken van het attest van de werken, evenals de daarbijhorende stukken.

Bij gehele of gedeeltelijke intrekking van de vrijstelling wordt het recht vermeerderd met een geldboete gelijk aan één tiende van het bedrag ervan en van de intresten tegen de wettelijke rentevoet in fiscale zaken bepaald bij de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, zonder dat die hoger mogen zijn dan vijf jaar intrest.

Deze paragraaf is niet van toepassing op de vrijstellingsgerechtigden die gebruik maken van de mogelijkheid om het verschuldigd recht te betalen zoals bepaald in paragraaf 5. Niettemin worden de rechten in deze hypothese vermeerderd met de intresten tegen de wettelijke rentevoet in fiscale zaken bepaald bij de wet van 5 mei 1865 betreffende de lening tegen intrest, zonder dat die hoger mogen zijn dan vijf jaar intrest.

§ 5. De vrijstellingsgerechtigde bedoeld in paragraaf 1 kan voorstellen om, voor het verstrijken van de termijn van tien jaar te rekenen van het overlijden, het recht verschuldigd overeenkomstig de artikelen 48 tot 60 en 60ter te betalen in zijn geheel of in de mate van het bedrag vermeld in de opgave bedoeld in paragraaf 2, lid 3, dat niet geïnvesteerd is volgens de nadere regels bedoeld in paragraaf 3. In dat geval wordt door de vrijstellingsgerechtigde:

1° bij het kantoor waar de eerste aangifte van nalatenschap is ingediend, een nieuwe aangifte van nalatenschap ingediend in de zin van artikel 37, waarbij de inhoud bepaald wordt bepaald van de goeden waarvoor hij de overeenkomstig de artikelen 48 tot 60 en 60ter verschuldigde rechten wenst te betalen, en het bedrag waarop zij berekend worden. De aangifte, ondertekend door elke vrijstellingsgerechtigde, wordt opgemaakt in twee exemplaren waarvan één in het registratiekantoor bewaard wordt. De aangifte vermeldt de namen, voornamen, geboortedatum en overlijdensdatum en laatste woonplaats van de de cuius, het feit dat het verschuldigd zijn van de rechten verantwoordt en alle gegevens nodig voor de vereffening van de belasting;

2° bij de nieuwe aangifte de opgave gevoegd, bedoeld in paragraaf 2, lid 3, evenals een attest van werken, verstrekt door de dienst aangewezen door de Waalse Regering, waarin het bedrag dat overeenkomstig paragraaf 3 in het onroerend goed geïnvesteerd wordt, buiten eventuele subsidies om, op de datum van de aanvraag van bedoeld attest nauwkeurig vermeld wordt.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanvraag en het verstrekken van het attest van de werken, evenals de daarbijhorende stukken. ».

Art. 6. Artikel 135 van het hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met een 10°, luidend als volgt:

“10° wanneer in het geval bedoeld in artikel 55sexies, § 2, lid 3, de vrijstelling niet is aangevraagd, worden de documenten bedoeld in lid 2 ingediend in de twee jaar van de betaling van de belasting.”.

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding vaststellen dan de datum waarvan sprake in het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 26 april 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) *Zitting 2017-2018*

Stukken van het Waals Parlement, (2017-2018), Nrs 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 25 april 2018.

Bespreking.

Stemming

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/202488]

26 AVRIL 2018. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 12 février 2018 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au partage des objectifs belges climat et énergie pour la période 2013-2020 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 12 février 2018 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au partage des objectifs belges climat et énergie pour la période 2013-2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 avril 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi
et de la Formation,
P.-Y. JÉHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1041 (2017-2018) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 25 avril 2018.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/202488]

26. APRIL 2018 — Dekret zur Zustimmung zum Kooperationsabkommen vom 12. Februar 2018 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt betreffend die gemeinsamen belgischen Zielsetzungen im Bereich Klima und Energie für den Zeitraum 2013-2020 (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel. Dem Kooperationsabkommen vom 12. Februar 2018 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt betreffend die gemeinsamen belgischen Zielsetzungen im Bereich Klima und Energie für den Zeitraum 2013-2020 wird zugestimmt.